

Effets à moyen-long terme de la pandémie de Covid-19

Prospective

juin 2020

Cette note de réflexion se propose de passer en revue les effets de la pandémie à différents horizons :

- les effets économiques observés pendant la crise : en restera-t-il quelque chose et quoi ?
- Les effets économiques à moyen terme qui ne se sont pas encore manifestés.
- Les changements dans les stratégies publiques et privées.

Plusieurs horizons

- **La période du confinement** : enseignements de cette phase (ou pas)

A partir des effets constatés, cette note s'attache à évaluer ce qu'il en restera plusieurs échéances :

- **Horizon très court terme (CT1)** : d'ici l'été 2020.

L'hypothèse de la « 2^{ème} vague précoce » est écartée ici.

- **Horizon court terme (CT2)** : d'ici fin 2020 / début 2021 : redémarrage, révision des dispositifs de soutiens publics, possibles faillites, chômage. Sur le plan sanitaire : question de la « 2^{ème} vague tardive » : possible divergence des scénarios (qui impacte la suite).

- **Horizon moyen terme (MT)** : effets économiques lourds : 3, 5 ans ou plus ?

- **Horizon long terme (LT)** : changements durables, réorientations.

Les effets économiques : vers une récession de grande ampleur

Effet économique en France et en Europe : il faudra plusieurs années pour compenser la crise.

Choc de la période de confinement + contraintes sanitaires sur le fonctionnement des activités.

A CT chômage partiel, mais aussi réduction drastique des contrats courts, intérim, etc. déjà constatée à la sortie du confinement.

Qu'en restera-t-il ?

A MT baisse du PIB et chômage plus structurel : licenciements, faillites ; réduction du pouvoir d'achat pour une partie des ménages.

Prévisions de la Commission européenne [1]

	PIB 19/18	PIB 20/19	PIB 21/20	PIB 21/19	Chômage 2019	Chômage 2020	Chômage 2021
Allemagne	+ 0,6	- 6,5	+ 5,9	- 1,0	3,2 %	4 %	3,5 %
France	+ 1,3	- 8,2	+ 7,4	- 1,4	8,5 %	10,1 %	9,7 %
Espagne	+ 2,0	- 9,4	+ 7,0	- 3,1	14 %	19 %	17 %
Italie	+ 0,3	- 9,5	+ 6,5	- 3,6	10 %	12 %	11 %
UE 27	+ 1,5	- 7,4	+ 6,1	- 1,8	6,7 %	9 %	7,9 %

Le FMI est plus pessimiste sur le rebond du PIB : + 4,5 % pour la zone euro en 2021.

Effets possibles sur la consommation :

Descente en gamme, baisse de volume sur les produits chers, dissociation du marché (consommateurs ayant conservé leur emploi, consommateurs au chômage ou précaires).

« On va entrer maintenant dans la crise économique avec les problèmes de pouvoir d'achat et la problématique des prix en grande distribution », affirme Emmanuel Besnier, le PDG de Lactalis.

A LT réflexion sur un volet « aide alimentaire interne » nécessaire dans la PAC ?

Les indicateurs à suivre : taux de croissance et de chômage, évolution de l'épargne, FR, UE.

Effet économique dans le monde : la récession touchera tous les pays

Prévisions de la Commission européenne [1]

	PIB 2019	PIB 2020	PIB 2021	PIB 21/19	Chômage 2019	Chômage 2020	Chômage 2021
USA	+ 2,3	- 6,5	+ 4,9	- 1,9	3,7 %	9,2 %	7,6 %
Japon	+ 0,7	- 5,0	+ 2,7	- 2,4	2,3%	4,3 %	4,5 %
Chine	+ 6,1	+ 1,0	+ 7,8	+ 8,9	-	-	-
Monde	+ 2,9	- 3,5	+ 5,2	+ 1,5	-	-	-

Réduction de la demande à l'échelle mondiale et des importations par les pays tiers, modification des gammes exportées.

Effets monétaires : notamment sur les « émergents »

En Europe : d'après la Commission européenne [1] : pas d'inflation en vue, €/ \$ projeté stable.

Taux de change : dévissage (face à l'euro) des monnaies de nombreux pays émergents, en particulier de certains pays pétroliers et touristiques, mais pas uniquement (évolutions fin mai / fin janvier).

Algérie (Dinar) - 8 %, Angola (Kwanza) - 18 %, Nigéria (Naira) - 7 %

Kenya (Shilling) - 6 %, Turquie (Livre) -13 %, Afr. du Sud (rand) - 14 %, Mexique (peso) - 15 %, Real brésilien - 21 %, Argentine (peso) - 10 %, Uruguay (peso) - 10 %.

Qu'en restera-t-il ?

Ces dépréciations risquent de s'amplifier.

Elles limiteront les importations des pays concernés et faciliteront leurs exportations. La Rabobank anticipe - 20 % sur l'import sud-américain de produits laitiers en 2020/2019, pour cette raison. Les exports US vers le Mexique ont déjà reflué pour cette raison (Idele).

Les indicateurs à suivre : parités monétaires ; volume du commerce sur pays tiers.

Effet sur le commerce international : pétrole, tourisme et effet global

La crise a perturbé les échanges.

Pendant la crise, désorganisation des transports, arrêt du tourisme, effondrements des prix pétroliers.

Qu'en restera-t-il ?

- **Marché pétrolier** : La Commission européenne anticipe un baril proche des 40 \$ d'ici fin 2021 et 50 \$ en 2022 [1], [2].

- Des effets de contagion du marché pétrolier

Baisses de prix du sucre (accentuée par la chute du real brésilien) et du maïs par contagion via le bioéthanol, et des huiles via le biodiesel.

- Idem sur certains intrants agricoles

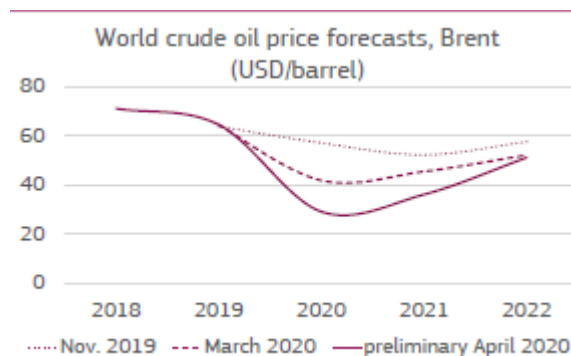
Baisses de prix sur le carburant, les engrais azotés, les phytosanitaires.

- Des effets durables sur les pays très dépendants des recettes pétrolières et touristiques.

Dépendra de l'ampleur de la crise dans ces 2 secteurs ; le tourisme connaîtra un impact probablement fort et durable car à l'échelle mondiale le virus va continuer à être présent et tous les pays n'en sont pas à la même phase de l'épidémie (CT2 voire MT, LT ??).

Ces pays risquent de restreindre leurs importations faute de ressources. Par exemple, la Rabobank anticipe une chute des importations algériennes de poudre de lait de 20 % en 2020 [3], et sur cette même destination la Commission européenne pointe le risque sur les céréales et les bovins vivants [2].

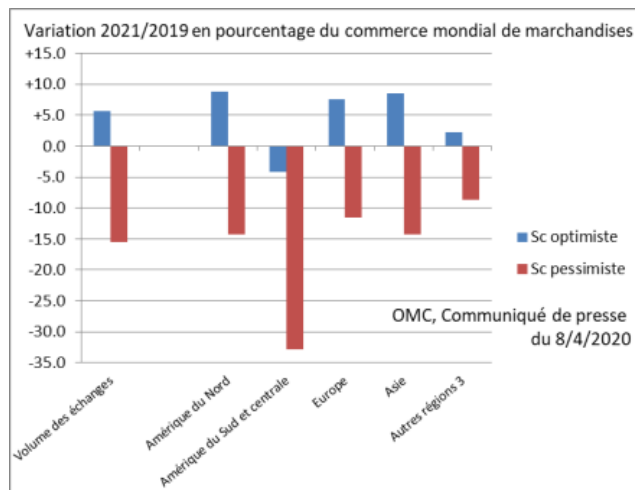
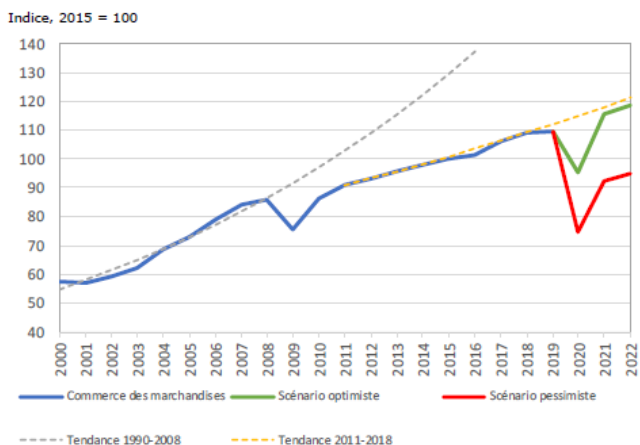
- **Une réduction des flux commerciaux** (la part directement liée à la crise est difficile à distinguer de l'impact de la récession économique globale et des stratégies d'autonomie comme évoqué plus bas). Cette réduction des échanges prolongera des tendances déjà à l'œuvre depuis plusieurs années.



Les restrictions des échanges sont en forte hausse depuis début 2017 et le commerce international affiche un recul depuis le second semestre 2019. L'OMC note en particulier le ralentissement des importations de l'Amérique du Sud depuis 5 ans et prolonge cette tendance pour cette région en 2021/2019. (effet de l'accord UE Mercosur ?)

L'OMC [4] envisage deux scénarios à MT : dans le scénario optimiste, le commerce international rattrape la tendance antérieure dès 2021 (soit + 5 % / 2019) ; dans le scénario pessimiste, il serait encore nettement dégradé (- 15 % / 2019).

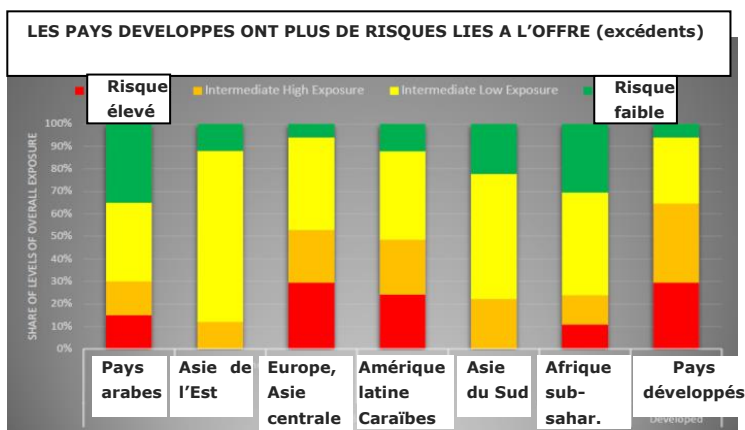
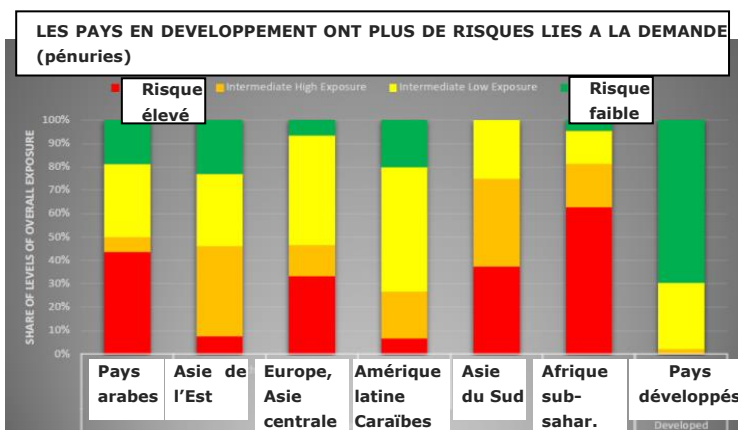
Graphique 1 – Volume du commerce mondial des marchandises, 2000-2022



La FAO [5] envisage des effets marqués pour des pays à faible revenu d'Afrique sub-saharienne et d'Asie du Sud-Est, dont l'export est en majorité agricole, donc fortement exposés aux chocs. A l'inverse, certains gros importateurs sont aussi en difficulté à CT du fait des retards dans les chaînes d'approvisionnement.

Se basant sur les constats de différentes études d'impact, la FAO a mené une étude visant à évaluer la transmission de l'onde de choc au secteur agricole et à repérer les risques auxquels sont soumises les différentes régions du monde afin d'aider les pays et les organisations internationales à intervenir.

Certaines régions sont exposées à un excès d'offre, d'autres à un excès de demande, dans un contexte de commerce international ralenti. Les graphiques ci-dessous montrent l'exposition de différentes régions à ces risques.



- Un recul des prix internationaux.

La Rabobank anticipe ainsi une baisse de prix des poudres lactières de - 27 % pour le 4^{ème} trimestre 2020-Q4 (rapporté à fin 2019) et une remontée à - 18 % au 2^{ème} trimestre 2021-Q2 ; en beurre et fromage respectivement - 10 % et - 5 % [3].

Teagasc [6], autorité irlandaise de développement agricole et agroalimentaire a mené une étude sur l'impact du Covid sur le résultat de la ferme irlandaise. Ils prévoient des baisses de prix à court terme suivie d'un repli de la production jusqu'au retour à l'équilibre.

Les scénarios conduisent à des fourchettes de réduction de prix estimées par rapport à 2019. Si le résultat concerne seulement la ferme irlandaise, les évolutions de prix envisagées sont intéressantes car elles s'appliquent aux autres pays de l'Union Européenne, présents sur le même marché :

Produits		Évolution possible de prix / 2019
Lait, viande bovine, viande ovine		- 10 % à - 20 %
Viande de porc		0 % à + 13 %
Céréales	Blé	- 10 % à + 10 %
	Orge	- 20 % à 0 %

Les indicateurs à suivre : taux de croissance et de chômage, USA, Chine, Japon, émergents ; prix internationaux ; volume du commerce international (OMC) ; suivi des fermetures et ouvertures de frontières à l'export.

Effets liés aux modes de consommation des ménages : probablement plus éphémères

Un maintien au domicile pour cause de chômage partiel (ou total) ou télétravail

Fermeture des restaurants d'entreprise et cantines.

Le temps disponible lié au chômage partiel, les économies des temps et des coûts de transport conduisent à davantage de consommation domestique, et donc de cuisine.

Les ventes traduisent :

- davantage d'achats d'ingrédients basiques et faciles à conserver. Au début du confinement, les seuls produits frais traditionnels à s'être maintenus sont les ventes de viande en boucherie et les fruits et légumes, sans répercussion sur les prix [7]. Inversement sur d'autres créneaux, les hausses de commandes ont amené certaines entreprises à une augmentation de 30 % des ventes (Coop de France).

- Cependant, des achats pas forcément moins chers ou moins différenciés : le bio s'est bien tenu dans la consommation de crise. Les œufs, par exemple, ont connu une hausse globale de 4,0 %, mais + 11,4 % plein air, + 22,1 % bio, - 15,3 % cage en mars 2020. [8] Ce n'est pas le cas des fromages sous signe de qualité (liés au point suivant).

Qu'en restera-t-il ?

L'effet télétravail pourrait se poursuivre à MT / LT mais sera probablement limité. Certaines entreprises se sont « initiées » par obligation et y verront un nouveau modèle à explorer.

Les effets alimentaires ne subsisteront que partiellement, pour disparaître à MT sauf 2^{ème} vague :

- moins de restauration d'entreprise ;
- produits bruts à cuisiner pour des raisons économiques et de mode de consommation ;
- essor des plats livrés à domicile.

Moins de consommation festive et de tourisme

Moins de repas festifs à la maison, moins de sorties au restaurant (quasi-arrêt de la restauration commerciale), moins de courses dans les magasins spécialisés haut de gamme (fromageries...).

Les produits affectés ont été le vin, le cidre, certaines pièces de viandes ou espèces (canard...), des produits de qualité (fromages AOP), donc des produits différents de ceux des cantines et de la restauration d'entreprise.

Les effets sur l'agritourisme et les centres équestres sont marqués.

Qu'en restera-t-il ? Le déconfinement permet un redémarrage très progressif.

Effets possibles sur l'alimentation :

Retour des produits festifs à la maison : dès le CT1, redémarrage si pas de 2^{ème} vague

Restauration commerciale : redémarrage si pas de 2^{ème} vague, mais probablement très progressif et partiel (peur de certains clients, mesures sanitaires restrictives).

De plus, certains établissements risquent aussi la faillite du fait des préjudices subis précédemment.

Tourisme : recentrage national en 2020, la suite selon l'épidémie. A CT voire MT, une possible opportunité pour le tourisme à la ferme.

Effet global de l'arrêt de la restauration

L'impact sur la restauration dans son ensemble (cantines, restauration d'entreprise, restauration commerciale) est évalué à - 50 % d'activité sur 3 mois.

Cela a des effets sur les produits spécialement destinés à ce débouché, comme la mozzarella, par exemple. Globalement, les produits laitiers sont écoulés à 20 % via la restauration [3], 11 % pour la viande de bœuf (Gira-2017). Les importations européennes de volaille, ciblées sur la RHF, devraient refluer aussi [2].

Les profondes et brutales réorientations des circuits de la RHF vers la distribution ont conduit à une désorganisation et à une perturbation des bilans-matière dans les filières, notamment pour les produits vendus sous forme « piécée » (comme les viandes). Certaines filières ont réorienté la production vers des denrées stockables : par exemple, la poudre pour la filière laitière, avec une perte de valeur ajoutée et une chute de prix de la poudre.

Les indicateurs à suivre : tendances de la consommation totale dont : achats des ménages, RHF ; volume du marché bio ; volume du marché AOP (par fromage) ; prix à la consommation.

Modifications des lieux d'approvisionnement : crainte de la contagion et disciplines sanitaires

Des effets notables ont été visibles sur les circuits d'approvisionnement des ménages : avantage au drive, aux achats en ligne, aux GMS de moyen format. Pour les circuits courts, le bilan est mitigé avec un développement de la vente à la ferme et une perte au moins temporaire et/ou partielle des marchés.

Dans les GMS, les rayons de vente à la coupe ont été fermés ou ont vu leurs ventes baisser. Cela s'est fortement ressenti pour les ventes de fromages AOP, la perte de l'ensemble des débouchés (marchés, rayons à la coupe, restauration) a ainsi réduit les ventes de 60 % sur 50 jours [7].

Qu'en restera-t-il ?

Cela dépendra beaucoup de la maîtrise du volet sanitaire en périodes CT1 et CT2. Si le virus disparaît nettement, ces effets disparaîtront également ; si le virus circule à bas bruit, voire en cas de 2^{ème} vague, ces effets se prolongeront.

Hors 2^{ème} vague, les effets s'estomperont pour la vente à la coupe et les marchés, mais d'autres tendances, dont certaines déjà en place avant la crise, se poursuivront ou s'accéléreront :

- l'essor du drive était déjà en cours ; la crise a permis une « initiation » de certains consommateurs qui poursuivront (mais sans doute pas au même niveau que pendant la crise).
- Les GMS de petit ou moyen format étaient déjà en cours de renforcement face aux hypers.
- Pour les achats en proximité (vente directe à la ferme..) : certains consommateurs ont pu « s'initier » et découvrir des possibilités ; le retour à un mode de vie déconfiné pourrait estomper cet effet (manque de temps, poids des déplacements).

Les indicateurs à suivre : part des différents circuits de distribution

Une priorité accrue accordée à l'alimentation par les ménages ?

L'importance de l'alimentation ressort de certaines enquêtes ou commentaires.

Qu'en restera-t-il ?

L'accroissement relatif des dépenses alimentaires dans les budgets des ménages pourrait en effet se concrétiser par le simple recul des revenus à MT : hausse du pourcentage de dépenses alimentaires car relativement incompressible (mais pas de hausse en valeur).

La question se pose différemment pour les ménages qui conserveront leurs revenus : une attention accrue à l'alimentation (avec une différenciation en gamme ?), ou non ?

Les indicateurs à suivre : budget alimentaire dans le budget des ménages, en Mds € et en % (enq. « Budget des familles »).

Des évolutions au niveau des filières avec un recentrage sur de l'approvisionnement national

Effet identifié notamment en fruits et légumes et en produits laitiers pendant le confinement, jusqu'à un approvisionnement parfois très local de certaines GMS.

Qu'en restera-t-il ?

Cet effet était probablement lié à la désorganisation logistique pendant la crise. Les logiques de bas coût (fruits et légumes espagnols par exemple) reprendront sans doute une grosse place.

L'épidémie a pu permettre la découverte de fournisseurs plus proches qui garderont une place.

Des programmes de relance des productions déficitaires à l'échelle nationale (fruits, légumes, protéines), voire régionale sont évoqués (APCA). [9]

Les indicateurs à suivre : pour les principaux produits : part de la production FR exportée (UE, 1/3) ; part de la consommation FR importée (UE, 1/3).

Des difficultés logistiques (approvisionnement, export) observées

La Chine, en premier, a ralenti fortement ses importations de différents produits agro-alimentaires, « non-essentiels » pendant la crise. [10]

En France des difficultés ont été observées dans les GMS avec quelques ruptures d'approvisionnement observées, mais pas de pénurie.

Qu'en restera-t-il ?

Les contraintes logistiques et d'approvisionnement se sont rapidement estompées. Quid des exportations à long terme, en cas de 2^{ème} vague notamment ?

Approvisionnement garanti ou recherche du moindre prix ?

Retour de la réflexion stratégique dans les choix publics et privés

Les préoccupations de robustesse, d'autonomie sur les fondamentaux peuvent contrebalancer l'objectif de bénéficier du prix le plus bas possible.

Exemple pour les firmes multinationales : spécialisation internationale moins marquée dans les chaînes de valeur.

Exemple pour le secteur sanitaire : disposer d'approvisionnements locaux ou de stocks.

Depuis longtemps, ces considérations stratégiques sont également évoquées à propos de l'approvisionnement alimentaire, par exemple dans la PAC des débuts. Cette vision stratégique est en tension avec la logique de libéralisation qui était à l'œuvre depuis 30 ans, mais qui s'affaiblit depuis 15 ans environ : les négociations OMC avaient échoué en 2008 en partie parce que l'Inde refusait de reculer sur ses stocks alimentaires stratégiques. Cette dimension stratégique pourrait revenir dans le « logiciel » intellectuel des dirigeants européens (avec des résistances). Elle n'a jamais vraiment cessé d'être présente dans la PAC mais pourrait se voir renforcée. C'est un argument possible contre certains accords de libre-échange par exemple, dans l'Union européenne mais aussi ailleurs dans le monde.

Sécurisation par l'autonomie ou par les échanges ?

D'un point de vue théorique pourtant, en agriculture, la volonté de sécuriser les approvisionnements peut se plaider dans les deux sens :

- volonté de disposer en proximité des principales matières premières ;
- mais aussi sécurisation vis-à-vis des crises (par ex. peste porcine en Chine) par recours à des importations. Le taux de spécialisation reste moindre en agriculture que dans le médicament (plusieurs bassins de production dans le monde, pour la majorité des produits, et les différentes matières premières sont davantage substituables).

Un raisonnement réversible

Ne pas oublier aussi que la recherche d'autonomie concerne tout le monde :

- du point de vue national et européen (volonté pour nous d'être moins dépendant des importations – mais la France est exportatrice nette sur les Pays Tiers et à l'équilibre avec l'Europe ; le secteur agroalimentaire reste puissant : premier secteur industriel, un chiffre d'affaires de 261 milliards d'euros, 1,2 million de salariés (Ania).
- Cependant, ; elle existe aussi du point de vue de nos clients (donc perte de débouchés pour nous). Par exemple, la crise du Covid-19 en Europe a occasionné des pénuries de lait infantile en Chine, très dépendante de l'Europe pour ce produit [11]. La Chine tente de relocaliser cette production. Cela prolongerait des stratégies plus globales déjà affirmées ou amorcées : un recentrage global de l'économie chinoise (pour l'instant peu concluante sur le secteur agricole), mais aussi russe en matière alimentaire, depuis l'embargo (nettement plus concluante).

Les indicateurs à suivre : taux de couverture des besoins, pour les grands pays et grands produits.

Des équilibres géopolitiques nouveaux

Gestion de la crise sanitaire : apparition de décalages économiques et d'image

Plusieurs études mentionnent l'impact économique différencié entre les pays [1], [12] avec 3 catégories de pays : ayant uniquement confiné faute d'autres leviers (Italie, Espagne, France) ; ayant peu confiné, avec d'autres moyens de lutte (Allemagne) ; ayant laissé l'épidémie se propager (Suède, USA).

Ces décalages pourraient s'amplifier en cas de 2^{ème} vague dans certains pays et pas d'autres.

On assiste par ailleurs à une évolution de la place de l'Allemagne en Europe et, de fait, de la place de la France (compte tenu du Brexit également).

Quels impacts à prévoir sur la gouvernance de l'UE (budget, PAC, euro) ? Ils peuvent être importants (Cf. le bras de fer entre la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe et la Cour de Justice Européenne sur l'action de la BCE).

Au niveau mondial, les équilibres bougent et notamment la place de la Chine et des USA

Le monde connaît des tensions géopolitiques croissantes.

On assiste à la fin d'un cycle avec des institutions d'après-guerre pilotées par l'Occident qui se retrouvent aujourd'hui en difficulté : OMC, FMI

Les grands équilibres économiques et financiers changent : d'une Chine « usine du monde » et acheteuse de dette US à une Chine plus autonome et basée sur sa consommation intérieure ?

Les indicateurs à suivre : part de grands pays (USA, UE, Chine, Japon) dans le PIB mondial, implication dans des accords internationaux ou régionaux, poids relatifs des principaux accords de libre-échange.

Des enjeux de rachats d'entreprises par l'étranger et la Chine notamment

Les indicateurs à suivre : presse, exemples de rachats de firmes.

Des perspectives conditionnées par la situation sanitaire

Futuribles, association de veille, prospective et stratégie, fait l'hypothèse que cette maladie n'aura pas les mêmes effets que celles du passé (grippe espagnole, grippe asiatique, etc.), où la remontée, notamment économique, avait été rapide. Le caractère inédit du Covid-19, lié à la méconnaissance de la maladie et aux mesures drastiques prises pour endiguer sa propagation, en fait un cas particulier.

Avant de se projeter sur des scénarios de long terme, Futuribles s'est intéressé aux évolutions possibles de la crise à l'horizon fin 2021 (délai plausible d'un vaccin à l'échelle internationale) en s'interrogeant sur l'évolution sanitaire et les scénarios pour la vie économique et sociale en France. Cette étude, présentée sous la forme d'un document de travail, se veut évolutive. [13]

4 scénarios globaux et 1 scénario complémentaire sont tracés :

- le plus probable « **Au fil du rasoir** » : l'épidémie ralentit à l'automne 2020 et jusqu'à l'été 2021, des stratégies ciblées sont mises en place. Au niveau socio-économique, reprise progressive en dents de scie en janvier 2021, dans un contexte social fragilisé. L'UE est affaiblie, les pays développés se barricadent et les pays émergents sont en grande difficulté jusqu'à fin 2021.
- « **La grande dépression** » : l'épidémie est difficilement contrôlée et il n'y a pas d'horizon de sortie de crise jusqu'à fin 2021. En France, on assiste à des pénuries, une précarisation sociale et un contexte politique troublé. On observe une crise systémique financière mondiale et un repli sur la zone euro à l'automne 2020.
- « **Vers un âge obscur** : dislocation sociale, insurrections et monde balkanisé » : la pandémie mondiale s'installe dans la durée. La France est dans une économie de rationnement et de réquisition dans un climat insurrectionnel qui s'envenime tout au long de l'année 2021, la crise économique est majeure, dans un monde balkanisé et fracturé.
- « **Cohésion internationale, pandémie maîtrisée, New Green Deal européen** » : la pandémie est contrôlée à l'automne 2020, la casse économique limitée et la relance a lieu en 2021 par une économie verte raisonnée et renouveau des solidarités nationales. L'UE est renforcée, et des prémices de nouvelles coopérations internationales dès 2020 voient le jour.
- A ces scénarios s'ajoute l'inévitable : « **Le retour de flamme** », compatible avec les autres et proportionnel au confinement.

Les scénarios peuvent paraître exagérés, voire « loufoques » et les traits sont volontairement grossis, le futur le plus plausible se situant probablement proche du premier. Toutefois, l'intérêt de l'étude réside dans son approche basée sur l'aspect sanitaire avant tout, qui conditionne tout le reste.

Sur cet aspect sanitaire, on peut souligner différents facteurs, estimés probables par Futuribles :

- sur le virus lui-même : des pays développés-forteresses, en attendant le vaccin.
- Sur la gestion de la crise sanitaire en France : des débordements chroniques régionaux de plus en plus atténués ou un retour de flamme (impact variable selon la durée et la chronicité de la surcharge des services de soins et des mesures de confinement).

Les indicateurs à suivre : évolution du nombre de cas / de morts par pays ; évolution du PIB des grands blocs ; mouvements sociaux dans le monde.

Références

- [1]-Commission européenne, European economic forecast, Mai 2020
- [2] Commission européenne, Short-term outlook for EU agricultural markets, avril 2020
- [3] Rabobank, Global Dairy Markets, 7 avril 2020
- [4] OMC, communiqué de presse du 8/04/2020
- [5] FAO, Covid-19 : Channels of transmission to food and agriculture, 2020
- [6] Teagasc, Covid-19, Initial Economic Assessment of its Impact on Irish Agriculture, 1er mai 2020
- [7] APCA, Lettre économique n° 404, mai 2020
- [8]-France AgriMer, Conjoncture viandes blanches, mai 2020
- [9] APCA, Pistes de réflexion pour la sortie de crise : les mesures à moyen terme, 27/04/2020
- [10] FAM/Business France, Veille médiatique agroalimentaire sur la Chine, HK et Taiwan, février 2020
- [11] Idele, webinar « La Chine et l'Asie laitière face à la multiplication des crises sanitaires », 27/05/2020
- [12] INSEE, Développements internationaux, 27 mai 2020
- [13] Futuribles, Crise du Covid-19 : scénarios à l'horizon fin 2021 (document de travail), 20 avril 2020

Elodie Turpin, Jean Hirchler – 17 juin 2020

Service Economie veille & prospective